

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

N°2023/44 à N°2023/63

DU CONSEIL COMMUNAL

DU 22 JUIN 2023

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-deux juin 2023, le Conseil Communal de la Commune de Lomme s'est réuni sous la Présidence de Monsieur Olivier CAREMELLE, Maire de la Commune Associée de Lomme, à la suite de la convocation en date du quinze juin deux mille vingt-trois, laquelle convocation a été publiée sur le site de la Ville, conformément à la loi.

Nombre de conseillers en exercice : 35

PRESENTS :

M. Olivier CAREMELLE, Maire.

Mme Delphine BLAS – M. Jean-Christophe LIPOVAC - Mme Muriel SERGHERAERT -
M. Michel VANHEE – Mme Karima HARIZI – M. André BUTSTRAEN – Mme Claudie LEFEBVRE –
M. Bouchta DOUCHI – M. Alain GRILLET, Adjoints au Maire.

Mme Mauricette GOURDIN – Mme Monique LEROY – Mme Marie-Pierre SEGOND –
M. Serge THERY – Mme Valéria GRASSELLI – Mme Nouria BELAYACHI – M. Roger VICOT –
Mme Isabelle CAMBIER – M. Lucas LEROY – Mme Stéphanie MORELLI – M. Lucas WACRENIER –
Mme Claire ZYTKA-TARANTO – M. Vincent DHELIN – Mme Véronique DELEPLANQUE – M. Joffrey
LEROY – Mme Catherine de RUYTER – M. Jérôme FRANCIN – M. Nicolas GROSSE, Conseillers
Communaux.

EXCUSES :

Mme Cécile MESANS, Adjoint au Maire

M. Philippe LEMIERE - M. Roger LAURENT - Mme Anne LEDUC – M. Cédric BERLEMONT
- M. Romain FYVEY, Conseillers Communaux.

ABSENT :

Maxime MOULIN, Conseiller Communal.

Madame Cécile MESANS a donné pouvoir à Madame Claudie LEFEBVRE.

Monsieur Philippe LEMIERE a donné pouvoir à Monsieur Michel VANHEE.

Monsieur Roger LAURENT a donné pouvoir à Monsieur Olivier CAREMELLE

Madame Anne LEDUC a donné pouvoir à Madame Delphine BLAS

Monsieur Cédric BERLEMONT a donné pouvoir à Monsieur Alain GRILLET

Monsieur Romain FYVEY a donné pouvoir à Monsieur Jean-Christophe LIPOVAC.

CONSEIL COMMUNAL DE LOMME

SEANCE

Du 22 juin 2023

DELIBERATION

2023/ 46 - CONVENTION DE PARTENARIAT « PASS CULTURE ».

Les équipements culturels de la Ville de Lille et des communes associées de Lomme et d'Hellemmes souhaitent rejoindre le dispositif « Pass Culture » porté par la SAS Pass Culture créée en 2019 par le Ministère de la Culture et la banque des territoires de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Le « Pass Culture » est un dispositif numérique qui comprend deux volets :

- L'offre individuelle

Elle s'adresse aux jeunes de 15 à 20 ans pour leur offrir, sur une application dédiée et géolocalisée, l'accès aux offres culturelles accessibles autour de chez eux, en ouvrant à chacun d'entre eux un crédit :

- 20€ à 15 ans, 30€ à 16 ans et 30€ à 17 ans, le total cumulé de 80€ étant à utiliser avant l'anniversaire des 18 ans ;
- puis 300€ à 18 ans, à utiliser dans les 24 mois.

Le volet individuel a ainsi pour ambition de lever le frein financier entre de nombreux jeunes et l'offre culturelle, et de permettre à chaque usager de construire son propre parcours à travers une plateforme éditorialisée qui recense les propositions d'acteurs culturels de tous les secteurs et dont l'algorithme vise à la diversification des pratiques.

- L'offre collective

Elle s'adresse aux collégiens et lycéens sous la forme d'un crédit mobilisable par les enseignants et adossé à ADAGE (Application Dédicée À la Généralisation de l'Éducation artistique et culturelle), la plateforme numérique de l'éducation nationale dédiée à l'EAC (Éducation Artistique et Culturelle) :

- en 6^{ème} et 5^{ème} : montant à confirmer
- en 4^{ème} et 3^{ème} : 25€ par élève
- en 2^{nde} et CAP: 30€ par élève
- en 1^{ère} et T^{ale}: 20€ par élève

En ce qu'elle offre aux équipements culturels municipaux un outil de développement de l'EAC au bénéfice des élèves du second degré, l'offre collective du « Pass Culture » est amenée à compléter la politique volontaire de la Ville qui s'adresse principalement aux enfants du premier degré.

Le dispositif est testé à partir de février 2019 dans quelques départements pilotes avant d'être déployé sur l'ensemble du territoire national en mai 2021. Initialement réservé aux seuls jeunes

de 18 ans, le « Pass Culture » est finalement élargi à partir de janvier 2022 aux jeunes à partir de 15 ans.

Parallèlement le volet collectif du dispositif est testé en 2021 puis officiellement déployé en janvier 2022 au bénéfice des jeunes de la 4^{ème} à la T^{ale}. En décembre 2022 son extension aux 6^{ème} et 5^{ème} est annoncée pour septembre 2023.

Les offres individuelles et collectives proposées par les structures culturelles peuvent être payantes ou gratuites. Les offres payantes sont remboursées par la SAS Pass Culture :

- intégralement pour les offres collectives ;
- selon un barème pour les offres individuelles qui est actuellement défini dans les conditions générales d'utilisation du dispositif comme suit :
 - o 100% jusqu'à 20 000€ TTC par année civile
 - o 95% de 20 000€ à 40 000€ TTC
 - o 92% de 40 000€ à 150 000€ TTC (sauf pour les livres, remboursés à 95%)
 - o 90% au-delà de 150 000€ TTC (sauf pour les livres, remboursés à 95%)

Ce barème s'applique pour chaque structure définie par son numéro SIRET. Il est à noter que chaque commune bénéficie de son propre numéro SIREN.

Les structures culturelles de la Ville de Lille et des communes associées de Lomme et d'Hellemmes souhaitent intégrer le dispositif « Pass Culture » afin de :

- consolider la fréquentation des publics jeunes 15 - 20 ans, et renforcer leur action en faveur de l'inclusion de ces publics cibles, comme la Ville de Lille s'y est engagée dans sa Stratégie Jeunesse 2022-2026;
- renforcer l'EAC en faveur des élèves du second degré ;
- développer des synergies entre elles et avec les autres opérateurs culturels du territoire.

Pour ce faire elles pourront s'appuyer sur l'offre tarifaire existante, notamment dans le cadre des « offres duo » où l'usager du Pass Culture peut faire bénéficier de son tarif l'accompagnant de son choix.

Le volet individuel permettra de valoriser auprès des jeunes usagers la richesse et la diversité des équipements culturels municipaux lillois qui seront identifiables en tant que tels par le logo de la Ville.

L'importance du rôle de la Ville dans la programmation culturelle du territoire, du fait du nombre d'équipements en régie directe, est une spécificité lilloise. Au regard de cette particularité, le partenariat avec le « Pass Culture » prévoit la mise en place d'un comité technique réunissant les services jeunesse et culture des trois communes, les équipements municipaux et les équipes du Pass Culture qui se tiendra régulièrement afin d'orienter les offres mises en ligne et de sélectionner celles que le Pass Culture mettra particulièrement en avant sur l'application géolocalisée.

Le Conseil Communal, après en avoir délibéré, décide de bien vouloir :

- ♦ **APPROUVER** les termes de la convention ci-annexée ;
- ♦ **AUTORISER** M. le Maire à signer la convention ;
- ♦ **ADMETTRE** en recettes les remboursements de la SAS Pass Culture sur les crédits de paiement inscrits au chapitre 70, fonction 30, article 7062.

ADOpte A L'UNANIMITE,

Fait et délibéré à Lomme, les jour, mois et an ci-dessus.

Pour expédition conforme,

Publié le : 30 JUIN 2023



Le Maire de Lomme

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE LES SOUSSIGNÉES :

La société PASS CULTURE, Société par actions simplifiée, dont le siège social est situé 12 rue Duhesme 75018 Paris, immatriculée au R.C.S Paris sous le numéro 853 318 459,

Représentée son Président, Monsieur Sébastien CAVALIER,

Ci-après dénommée « SAS Pass Culture »

D'UNE PART,

ET

La Ville de Lille, immatriculée sous le numéro 215 903 501 dont le siège social est situé Place Augustin Laurent CS 30667 59033 Lille Cedex.

Ainsi que **la Commune associée de Lomme**, immatriculée sous le numéro 215 903 550, et **la Commune associée d'Hellemmes**, immatriculée sous le numéro 200 022 952.

Représentée par son Maire, Madame Martine AUBRY,

Ci-après dénommé(e) le « Partenaire »

D'AUTRE PART,

Ci-après dénommé(e)s individuellement une "Partie" et, collectivement, les "Parties"

IL EST PREALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

Le pass Culture est un dispositif mis en place par le ministère de la Culture, porté par la SAS pass Culture, créée à cet effet. Il s'adresse aux jeunes à partir de 15 ans pour leur offrir, sur une application dédiée et géolocalisée, l'accès à toutes les offres culturelles accessibles autour de chez eux, en ouvrant à chacun d'entre eux un crédit. Il s'agit donc à la fois de lever le frein financier entre de nombreux jeunes et l'offre culturelle, et de permettre à chacun de construire son propre parcours à travers une plateforme éditorialisée qui recense les propositions d'acteurs culturels de tous les secteurs (cinéma, livre, spectacle vivant, musique, musées et expositions, cours et pratiques artistiques les plus variées, etc). L'application sans crédit est également ouverte à tous et permet à l'ensemble des utilisateurs de découvrir l'offre culturelle présente sur le pass Culture et notamment celle du Partenaire.

Conformément au décret n°2021-1453 du 6 novembre 2021, le pass Culture est étendu aux jeunes en âge d'être scolarisés au collège et au lycée en milieu scolaire à compter de janvier 2022 selon les conditions et modalités fixées par l'arrêté du 6 novembre 2021 portant application du décret n°2021-1453 du 6 novembre 2021 relatif à l'extension du "pass Culture" aux jeunes en âge d'être scolarisés au collège et au lycée, et à l'arrêté du 20 septembre 2022 portant modification de l'arrêté du 6 novembre 2021 portant application du décret du 6 novembre 2021 relatif à l'extension du « pass Culture » aux jeunes en âge d'être scolarisés au collège et au lycée.

CECI AYANT ETE EXPOSÉ, IL EST ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention entre la SAS pass Culture et le Partenaire a pour objet d'établir les termes de leur partenariat. Celui-ci doit permettre aux détenteurs du pass Culture d'accéder aux offres culturelles relevant de la compétence du Partenaire.

Article 2 - Engagements des Parties

1) Les engagements du Partenaire

Le Partenaire relaie le dispositif pass Culture à travers les canaux de communication dont il dispose afin de garantir la bonne information à destination des utilisateurs du pass Culture et du grand public. Il promeut également le dispositif auprès de ses structures partenaires susceptibles de proposer des offres culturelles éligibles sur le pass Culture.

Les offres culturelles du Partenaire seront proposées sur le pass Culture dans le but d'y faciliter l'accès aux utilisateurs. Ces offres devront respecter le périmètre des domaines d'activités éligibles indiquées dans les conditions générales d'utilisation pour les utilisateurs professionnels (CGU) disponibles sur le site internet du pass Culture (<https://pass.culture.fr/cgu-professionnels/>). Pour proposer ces offres sur le pass Culture, le Partenaire ou l'acteur culturel sous la responsabilité du Partenaire devra créer un compte sur la plateforme pass Culture. En outre, le Partenaire peut proposer des activités d'éducation artistique et culturelle à destination des groupes scolaires (offres culturelles collectives), en conformité avec la réglementation applicable au pass Culture et les CGU, dès lors qu'il est préalablement référencé sur l'Application Dédiée À la Généralisation de l'Éducation artistique et culturelle (ADAGE) éditée par le Ministère de l'Éducation Nationale, conformément à l'arrêté du 20 septembre 2022 portant modification de l'arrêté du 6 novembre 2021 portant application du décret du 6 novembre 2021 relatif à l'extension du pass Culture aux jeunes en âge d'être scolarisés au collège et au lycée.

Afin de garantir le remboursement par la SAS pass Culture des offres réservées, le Partenaire désigne un responsable financier, habilité à renseigner et à modifier l'IBAN du Partenaire et de ses établissements. Le responsable financier est identifié à l'aide de la fiche délégation de gestion financière remplie et signée par le représentant du Partenaire et transmise à la SAS pass Culture ou par un document interne justifiant de cette délégation.

Les informations bancaires et la délégation de gestion financière seront transmises à la SAS pass Culture par le Partenaire ou la structure culturelle qui lui est rattachée, sous sa responsabilité, via une démarche sécurisée et confidentielle sur le site Démarches Simplifiées. D'autres documents complémentaires pourront également être demandés à cette occasion.

Le Partenaire s'engage à respecter les conditions générales d'utilisation du pass Culture applicables pour les utilisateurs professionnels.

2) Les engagements de la SAS pass Culture

La SAS pass Culture référence les offres culturelles proposées par le Partenaire sur l'application pass Culture dès lors qu'elles satisfont aux conditions stipulées ci-avant. Les offres culturelles du Partenaire pourront également être intégrées à des campagnes de communication menées par la SAS pass Culture.

Les offres culturelles du Partenaire réservées à travers le pass Culture feront l'objet d'un remboursement par la SAS pass Culture dans les conditions prévues par les conditions générales d'utilisation pour les utilisateurs professionnels. Ainsi, le montant des réservations sera reversé au Partenaire par la SAS pass Culture selon le barème de remboursement figurant dans les conditions générales d'utilisation disponibles sur le site internet du pass Culture. Ce barème s'applique au niveau de chaque établissement du Partenaire, un établissement s'entendant au sens d'un lieu avec son propre n° de SIRET.

Le remboursement des offres validées par le Partenaire se fait par virement bancaire sur le ou les comptes renseignés par le Partenaire.

Article 3 - Application des conditions générales d'utilisation

La présente convention n'a pas vocation à se substituer aux dispositions inscrites dans les conditions générales d'utilisation pour les utilisateurs professionnels.

Les conditions générales d'utilisation sont susceptibles d'évoluer au cours de la convention. En cas de modification des CGU, les nouvelles dispositions s'appliqueront de plein droit à la présente convention à compter de leur entrée en vigueur.

Toute modification des CGU est communiquée aux acteurs culturels par courrier électronique 7 (SEPT) jours avant leur entrée en vigueur. En cas de désaccord sur ces modifications, le Partenaire pourra fermer son compte dans un délai d'un mois à compter de la publication de ces modifications sur le site pass.culture.fr, et après la clôture des derniers remboursements. A défaut, le Partenaire sera réputé avoir accepté les CGU modifiées.

Article 4 – Protection des données personnelles

Dans le cadre de ce contrat, le Partenaire peut être amené à utiliser des données personnelles des utilisateurs du pass Culture.

Ces données personnelles sont transmises au Partenaire par la SAS pass Culture dans le seul but de garantir aux utilisateurs du pass Culture l'accès à l'offre culturelle qui aura fait l'objet d'une réservation. Elles ne pourront en aucun cas être utilisées à d'autres fins, notamment de communications commerciales ou promotionnelles.

Dans le cadre du présent contrat, les Parties s'engagent au respect strict du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) – « RGPD », et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - « Loi informatique et libertés ».

Les Parties ne pourront être tenues responsables du manquement aux dispositions exposées ci-dessus par l'une ou l'autre Partie.

Article 5 - Durée du partenariat - Résiliation

La convention est valable pour un an à compter de la date de signature et est renouvelable

par tacite reconduction.

Les Parties peuvent convenir de mettre fin à la convention, d'un commun accord. Elles peuvent également y mettre un terme dans les conditions prévues dans les conditions générales d'utilisation pour les utilisateurs professionnels. La résiliation de la convention entraîne de plein droit la résiliation des services associés.

Article 6 - Litiges

Les litiges relatifs à l'exécution, la non-exécution et/ou l'interprétation des présentes seront régis par la loi française.

En cas de différend portant sur la validité, l'interprétation et/ou l'exécution du contrat, les Parties s'engagent, préalablement à toute procédure judiciaire, à tenter de résoudre ce différend à l'amiable.

En cas d'échec de la tentative de solution amiable, les Parties se référeront aux tribunaux compétents pour statuer sur tout litige à propos du contrat, notamment de la formation, de l'exécution, de l'interprétation, de la résiliation ou de la résolution du contrat.

Fait en deux exemplaires,

POUR la Ville de Lille et les communes associées de Lomme et d'Hellemmes : Fait à , le
(Signature)
Martine AUBRY Maire de Lille

POUR la SAS pass Culture :
(Signature du représentant)
Pour le Président de la SAS pass Culture et par délégation Hélène AMBLES Directrice du développement

CGU professionnels

Conditions générales d'utilisation pour les utilisateurs professionnels en vigueur à partir du 17/02/2023

Les présentes Conditions Générales d'Utilisation (ci-après « CGU ») régissent les relations entre la structure gestionnaire du pass Culture, la SAS Pass Culture (Société par Actions Simplifiée au capital de 1.000.000€ dont le siège social est situé au 12 rue Duhesme, 75018 Paris , immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 853 318 459) (ci-après « l'Éditeur ») et les professionnels (ci-après « les Offreurs ») dans le cadre de leur utilisation du site Pass culture Pro (ci-après « l'Application »). L'Éditeur et les Offreurs sont ci-après désignés collectivement les « Parties ».

Les présentes CGU s'appliquent à l'utilisation par l'Offreur des services Pass culture proposés sur l'Application et lors de l'inscription sur l'Application, l'Offreur a expressément et sans réserve accepté les présentes CGU. Sauf convention spéciale avec l'Éditeur, les présentes CGU s'appliquent à l'exclusion de toutes autres conditions et se substituent à tous les autres accords ou conventions antérieurs conclus entre les Parties se rapportant au même objet, étant précisé que les présentes CGU peuvent être modifiées à tout moment par l'Éditeur, les modifications étant portées à la connaissance des Offreurs par l'envoi d'un courrier électronique, au moins sept jours avant leur entrée en vigueur.

En cas de désaccord sur ces modifications, l'Offreur pourra fermer son compte dans ce délai de sept jours dans les conditions ci-après décrites, et après la clôture des derniers remboursements. A défaut, l'Offreur sera réputé avoir accepté les CGU modifiées.

La manière dont sont collectées et utilisées des données à caractère personnel en lien avec l'utilisation de l'Application est décrite dans la Charte de protection des données à caractère personnel.

Le vadémécum de la part collective du pass Culture accessible depuis le site internet eduscol complète les présentes CGU.

1. DÉFINITIONS

Les termes débutant par une majuscule au sein des présentes CGU, qu'ils soient utilisés indifféremment au singulier ou au pluriel, auront, la signification qui leur est donnée ci-après :

« Editeur » désigne la structure de gestion du pass Culture dont l'identité et les coordonnées sont détaillés au préambule.

« Offreurs » désignent les acteurs culturels inclus dans le périmètre d'éligibilité et inscrits sur le portail professionnel « Pass Culture pro » susceptibles de faire des propositions artistiques et culturelles sur l'Application.

« Application » désigne l'application logicielle « pass Culture » éditée et fournie par l'Éditeur pour être consultée et utilisée par l'Utilisateur et qui intègre le « pass Culture pro » et l'interface Utilisateur de présentation et Réservation des Offres.

“ADAGE” (pour Application Dédiée A la Généralisation de l'Education artistique et culturelle) désigne la plateforme numérique, éditée par le Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports, accessible aux seuls établissements d'enseignement du second degré publics ou privés sous contrat avec ce Ministère, et interconnectée/interfacée avec l'Application.

« Utilisateur » désigne indifféremment l'Utilisateur non-Bénéficiaire et/ou l'Utilisateur-Bénéficiaire.

« Utilisateur – Non bénéficiaire » désigne une personne physique ayant créé un compte sur l'Application sans être éligible (i) au crédit visé à l'article 3 du décret n° 2021-628 du 20 mai 2021 relatif au « pass Culture » et/ou (ii) au crédit visé à l'article 6 de l'arrêté du 6 novembre 2021 portant application du décret du 6 novembre 2021 relatif à l'extension du “pass Culture” aux jeunes en âge d'être scolarisés au collège ou au lycée modifié par l'arrêté du 20 septembre 2022.

« Utilisateur – Bénéficiaire de 18 ans » désigne les Utilisateurs disposant du crédit visé à l'article 3 du décret n° 2021-628 du 20 mai 2021 relatif au « pass Culture ».

« Utilisateur – Bénéficiaire de quinze ans à dix-sept ans » désigne les Utilisateurs disposant du crédit visé par l'article 6 de l'arrêté du 6 novembre 2021 portant application du décret du 6 novembre 2021 relatif à l'extension du “pass Culture” aux jeunes en âge d'être scolarisés au collège ou au lycée modifié par l'arrêté du 20 septembre 2022.

“Utilisateur-Bénéficiaire” désigne indifféremment l'Utilisateur – Bénéficiaire de 18 ans, l'Utilisateur – Bénéficiaire de quinze ans à dix-sept ans et les établissements d'enseignement visés aux

articles 4 et 10 alinéa 3 du décret n°2021-1453 du 6 novembre 2021 relatif à l'extension du "pass Culture" aux jeunes en âge d'être scolarisés au collège et au lycée modifié par l'arrêté du 20 septembre 2022.

« Contenu » désigne, sans que cette liste soit limitative, la structure de l'Application et du Site, le contenu éditorial, les notes et commentaires, les contenus visuels, auditifs, ainsi que tout autre contenu présent au sein de l'Application et/ou tout autre élément composant l'Application et le Site.

« Site » désigne le site web officiel accessible à l'adresse pass.culture.fr qui donne accès à l'Application.

« Structure » désigne une entité juridique disposant d'un SIREN.

« Établissement » désigne une entité juridique ou un établissement en régie d'une collectivité territoriale disposant d'un SIRET.

« Événement » désigne une manifestation culturelle se déroulant à une date précise et organisée à destination d'un public tels que les spectacles, les concerts, les cours de pratique artistique et culturelle ou encore les rencontres.

« Lieu » désigne une adresse physique dans laquelle un événement culturel a lieu sans que cette adresse ne corresponde nécessairement à un Établissement doté d'un SIRET.

« Réservation » désigne une transaction relative à une Offre individuelle ou à une Offre collective, payante ou gratuite, passée entre un Offreur et un Utilisateur via l'Application ou ADAGE.

« Offre » désigne une unité de contenu éditorial créée par un Offreur et présente sur l'Application. Elle se distingue entre les offres donnant lieu à un événement physique, un bien matériel dont l'Offreur est propriétaire et vendu en magasin uniquement, et les offres donnant lieu à une consultation ou consommation immatérielle, appelées « Offres numériques ». L'offre peut être individuelle ou collective.

"Offre individuelle": désigne une proposition artistique et culturelle à destination du grand public, gratuite ou payante au moyen du crédit visé à [l'article 3 du décret n° 2021-628 du 20 mai 2021 relatif au « pass Culture »](#), ou du crédit visé à l'article 6 de l'arrêté du 6 novembre 2021 portant application du décret du 6 novembre 2021 relatif à l'extension du "pass Culture" aux jeunes en âge d'être scolarisés au collège ou au lycée modifié par l'arrêté du 20 septembre 2022.

"Offre collective": désigne une proposition d'activité d'éducation artistique et culturelle à destination des groupes scolaires, éligible à l'application "pass Culture" et référencée sur ADAGE, effectuée en groupe et encadrée par les professeurs, gratuite ou payante au moyen du crédit de dépense visé à l'article 4 du décret n°2021-1453 du 6 novembre 2021 relatif à l'extension du "pass Culture" aux jeunes en âge d'être scolarisés au collège et au lycée, et pré réservable et/ou réservable au travers de l'application ADAGE par les seuls établissements d'enseignement du

second degré publics ou privés sous contrat avec le Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports au travers de l'application ADAGE.

« Offre duo » désigne la fonctionnalité, délivrée par l'Editeur et s'appliquant aux Offres individuelles, qui permet de proposer à un Utilisateur Bénéficiaire de réserver deux places pour un évènement afin qu'il soit accompagné du tiers de son choix.

« Pass Culture pro » désigne le portail professionnel accessible via l'Application à destination des Offreurs et interfacé avec ADAGE.

1. ELIGIBILITÉ AU « PASS CULTURE PRO »

2.1 Conditions d'inscription sur l'Application

L'inscription sur l'Application est gratuite et se fait conformément aux règles fixées par l'arrêté du 20 mai 2021 portant application du décret n° 2021-628 du 20 mai 2021 relatif au « pass Culture ».

L'inscription est réservée :

- aux personnes détentrices d'un numéro SIRET/SIREN qui proposent des biens ou des services culturels relevant des domaines définis en annexe de l'arrêté du 20 mai 2021 portant application du décret n° 2021-628 du 20 mai 2021 relatif au « pass Culture », et en annexe I et II de l'arrêté du 6 novembre 2021 portant application du décret n°2021-1453 du 6 novembre 2021 relatif à l'extension du "pass Culture" aux jeunes en âge d'être scolarisés au collège et au lycée, modifié par l'arrêté du 20 septembre 2022 ;
- aux collectivités territoriales et à leurs groupements ainsi qu'aux établissements publics locaux, détenteurs d'un numéro SIRET/SIREN et exerçant une ou plusieurs activités relevant des domaines définis à l'annexe de l'arrêté du 20 mai 2021 portant application du décret n° 2021-628 du 20 mai 2021 relatif au « pass Culture » et en annexe I et II de l'arrêté du 6 novembre 2021 portant application du décret n°2021-1453 du 6 novembre 2021 relatif à l'extension du "pass Culture" aux jeunes en âge d'être scolarisés au collège et au lycée modifié par l'arrêté du 20 septembre 2022.

L'inscription sur l'Application d'un professionnel qui propose des biens culturels relevant des domaines définis ci-avant, mais dont l'activité principale n'est pas culturelle au regard de la ventilation du chiffre d'affaires qu'il réalise, est conditionnée cumulativement à :

- la présence en magasin d'un conseiller spécialisé capable d'assurer une mission de conseil et d'accompagnement des Utilisateurs comparable à celle de professionnel dont l'activité principalement exercée relève du secteur culturel,
- l'existence d'un espace spécifique réservé aux biens culturels, situé en dehors de l'espace où sont mis en vente les produits non culturels par le professionnel.

Pour s'inscrire, l'Offreur doit fournir l'ensemble des documents demandés par l'Editeur. Son compte ne pourra être créé et validé qu'une fois ces documents fournis et contrôlés par l'Editeur.

L'Editeur se réserve le droit de refuser la création de tout compte professionnel qui ne remplirait pas les conditions d'inscription à l'Application. Cela est notamment le cas si le professionnel n'est pas éligible au dispositif. Conformément et dans les limites de la réglementation applicable, l'Editeur peut également refuser toute inscription notamment en raison de la typologie d'offre proposée ne satisfaisant pas aux objectifs définis à l'article 1er du décret n° 2021-628 du 20 mai 2021 relatif au « pass Culture », aux articles 2 et 6 du décret n°2021-1453 du 6 novembre 2021 relatif à l'extension du "pass Culture" aux jeunes en âge d'être scolarisés au collège et au lycée, ou du comportement fautif ou abusif du professionnel.

2.2 Rattachement d'Etablissements et de Lieux

Conformément à l'arrêté du 20 mai 2021 portant application du décret n° 2021-628 du 20 mai 2021 relatif au « pass Culture », pour affilier un Etablissement à un compte « pass Culture Pro », l'Offreur doit disposer de la capacité juridique pour représenter et engager cet Etablissement. L'Etablissement est rattaché au compte « pass Culture Pro » au moyen de son numéro SIRET lorsqu'il est établi en France ou d'autres moyens équivalents au niveau européen lorsqu'il est établi dans un autre Etat membre de l'Union européenne ou dans l'un des Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse.

Un Lieu physique peut être rattaché à un compte « pass Culture Pro », sans qu'un numéro de SIRET soit nécessaire. Dans ce cas, le détenteur du compte « pass Culture Pro » s'engage à détenir les autorisations pour utiliser le Lieu en question aux fins proposées dans son Offre et conformément à la réglementation en vigueur, notamment en matière de sécurité et d'accessibilité des établissements recevant du public.

2.3 Condition de publication d'une Offre sur l'Application

2.3.1 – Dispositions générales :

Les Offres doivent être proposées à un tarif inférieur ou égal au tarif public de l'offre équivalente proposée par l'Offreur. Pour les livres, le tarif proposé doit être égal au prix de vente au public prévu à l'article 1er de la loi n° 81-766 du 10 août 1981 modifiée relative au prix du livre.

Le tarif de l'Offre peut être payé partiellement ou en totalité via l'Application pour les biens entrant dans les catégories instruments de musique ou les cours de pratique artistique.

Dans le cas où l'Utilisateur-Bénéficiaire de quinze ans à dix-sept ans ou l'Utilisateur-Bénéficiaire de 18 ans ne paie le bien ou service que partiellement via l'Application, il règle la différence directement à l'Offreur avec l'un des moyens de paiement accepté par celui-ci.

L'Offreur s'engage à ce que les Offres individuelles et les Offres collectives qu'il publie sur l'Application soient adaptées aux publics qu'elles visent.

Les offres Collectives doivent être publiées antérieurement à la date de réalisation de l'Évènement auquel elles se rapportent et au plus tard 72 heures avant cet Évènement.

L'Offreur est seul responsable du contenu de l'Offre et garantit que sa description est conforme à la réglementation applicable et comporte en particulier l'ensemble des informations précontractuelles imposées en lien avec les produits ou services en cause avant Réservation par un Utilisateur.

Pour que son Offre soit complète, l'Offreur doit remplir l'ensemble des champs obligatoires sur l'Application et notamment le champ « Image ». Ce champ doit être rempli avec une image de qualité suffisante pour que l'affichage ne soit pas pixélisé.

Les Offres individuelles publiées sont visibles par l'ensemble des visiteurs et Utilisateurs de l'Application.

2.3.2 Dispositions applicables à l'Offre individuelle à destination de l'Utilisateur – Bénéficiaire de 18 ans :

Les conditions d'éligibilité de l'Offre individuelle à destination de l'Utilisateur – Bénéficiaire de 18 ans sont précisées par l'arrêté du 20 mai 2021 portant application du décret n° 2021-628 du 20 mai 2021 relatif au « pass Culture ».

Peuvent ainsi être publiées sur l'Application uniquement les Offres individuelle à destination de l'Utilisateur – Bénéficiaire de 18 ans qui correspondent aux catégories visées et définies par l'arrêté du 20 mai 2021 portant application du décret n° 2021-628 du 20 mai 2021 relatif au « pass Culture », à savoir :

- Musées, patrimoine culturel et centres d'art
- Spectacle vivant
- Cours, ateliers ou activités de pratique artistique et culturelle
- Cinéma
- Audiovisuel
- Musique
- Instruments de musique
- Livre
- Presse
- Jeux vidéo
- Dédicaces, rencontres, conférences culturelles et ateliers de médiation culturelle
- Matériels Arts créatifs
- Beaux-arts

2.3.3 Dispositions applicables à l'Offre individuelle à destination de l'Utilisateur – Bénéficiaire de quinze ans à dix-sept ans :

Les conditions d'éligibilité de l'Offre individuelle à destination des Utilisateurs – Bénéficiaires de quinze ans à dix-sept ans sont précisées par l'arrêté du 6 novembre 2021 portant application du

décret n°2021-1453 du 6 novembre 2021 relatif à l'extension du "pass Culture" aux jeunes en âge d'être scolarisés au collège et au lycée modifié par l'arrêté du 20 septembre 2022.

Peuvent ainsi être publiées sur l'Application uniquement les Offres individuelles à destination de l'Utilisateur – Bénéficiaire de quinze ans à dix-sept ans adaptées à ce public, et qui correspondent aux catégories visées et définies par l'annexe II de l'arrêté du 6 novembre 2021 portant application du décret n°2021-1453 du 6 novembre 2021 relatif à l'extension du "pass Culture" aux jeunes en âge d'être scolarisés au collège et au lycée modifié par l'arrêté du 20 septembre 2022, à savoir :

- Musées, patrimoine culturel et centres d'art
- Spectacle vivant
- Cours, ateliers ou activités de pratique artistique et culturelle
- Cinéma
- Audiovisuel/Vidéo
- Musique
- Instruments de musique
- Livre
- Presse
- Dédicaces, rencontres, conférences culturelles et ateliers de médiation culturelle
- Matériels Arts créatifs
- Culture scientifique technique et industrielle

Etant précisé que les offres de livres numériques ne sont pas considérées comme des offres en ligne.

2.3.4 Dispositions applicables à l'Offre collective :

Les conditions d'éligibilité de l'Offre collective sont précisées par l'arrêté du 6 novembre 2021 portant application du décret n°2021-1453 du 6 novembre 2021 relatif à l'extension du "pass Culture" aux jeunes en âge d'être scolarisés au collège et au lycée modifié par l'arrêté du 20 septembre 2022.

Seuls les Offreurs référencés sur ADAGE, conformément à l'arrêté du 20 septembre 2022 portant modification de l'arrêté du 6 novembre 2021 portant application du décret du 6 novembre 2021 relatif à l'extension du "pass Culture aux jeunes en âge d'être scolarisés au collège et au lycée, ont la possibilité de publier des Offres collectives sur l'Application. Ces Offres collectives doivent correspondre cumulativement :

(i) aux catégories visées et définies par l'annexe I de l'arrêté du 6 novembre 2021 portant application du décret n°2021-1453 du 6 novembre 2021 relatif à l'extension du "pass Culture" aux jeunes en âge d'être scolarisés au collège et au lycée modifié par l'arrêté du 20 septembre 2022, à savoir :

- Musées, patrimoine culturel et centres d'art
- Spectacle vivant
- Cours, ateliers ou activités de pratique artistique et culturelle

- Cinéma
- Audiovisuel/Vidéo
- Métiers d'Art
- Gastronomie et arts du goût
- Arts numériques
- Arts visuels, arts plastiques, arts appliqués
- Culture scientifique, technique et industrielle
- Littérature
- Musique
- Média et information

(ii) à un événement tel que défini par l'annexe I de l'arrêté du 6 novembre 2021 portant application du décret n°2021-1453 du 6 novembre 2021 relatif à l'extension du "pass Culture" aux jeunes en âge d'être scolarisés au collège et au lycée- modifié par l'arrêté du 20 septembre 2022, à savoir : manifestations artistiques ou culturelles (notamment les expositions), visites culturelles, ateliers, activités de pratique artistique et culturelle, rencontres et conférence.

Les biens physiques ne sont pas éligibles à l'Offre collective.

Conformément à l'article 5 de l'arrêté du 20 septembre 2022 portant modification de l'arrêté du 6 novembre 2021 portant application du décret du 6 novembre 2021 relatif à l'extension du "pass Culture aux jeunes en âge d'être scolarisés au collège et au lycée, la tarification proposées pour les Offres collectives peut tenir compte des coûts accessoires nécessaires à la réalisation de l'activité d'éducation artistique et culturelle.

2.3.5 L'Offreur a la possibilité de mettre en place des Offres duo qui permettent à l'Utilisateur-Bénéficiaire de quinze ans à dix-sept ans et/ou à l'Utilisateur de 18 ans de venir accompagné par un tiers de son choix. Les Offres duo ne concernent que des Offres pour des événements (cinéma, spectacles, concerts, etc.). Le tarif de l'Offre correspond à la somme de deux places au tarif applicable pour l'Utilisateur-Bénéficiaire quel que soit l'âge de l'accompagnateur.

Pour que son Offre soit complète, l'Offreur doit remplir l'ensemble des champs obligatoires sur l'Application. Les Offres publiées sont visibles par l'ensemble des visiteurs et Utilisateurs de l'Application.

2.3.6 – Prix des Offres proposées sur l'Application

L'Offreur s'engage à choisir des produits et services adaptés afin de ne pas proposer sur l'Application des Offres individuelles dont le prix dépasse le montant maximal du crédit accordé aux Utilisateurs-Bénéficiaires, soit la somme de :

- TROIS CENT (300) € pour l'Utilisateur – Bénéficiaire de 18 ans ;
- VINGT (20) € pour les personnes âgées de quinze ans ;
- TRENTE (30) € pour les personnes âgées de seize et dix-sept ans.

S'agissant des Offres collectives, l'Offreur s'engage à proposer sur l'Application un prix forfaitaire en cohérence avec les dotations de part collective attribuées aux établissements d'enseignement du second degré conformément à l'article 4 de l'arrêté du 6 novembre 2021 portant application du décret n°2021-1453 du 6 novembre 2021 relatif à l'extension du "pass Culture" aux jeunes en âge d'être scolarisés au collège et au lycée modifié par l'arrêté du 20 septembre 2022.

2.3.7 – Qualité

L'Offreur s'engage à respecter la Charte qualité pass Culture. A défaut, il s'expose à la suspension ou à la fermeture de son compte sur l'Application dans les conditions prévues à l'article 7.2 et 7.3 des présentes.

1. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

1. – L'Application incluant l'Application et le « pass Culture pro » et le Site sont construits à partir d'un logiciel libre et open source. L'intégralité du code source de l'Application et du code source du « pass Culture pro » et du Site seront librement accessibles à tout Offreur, sur toutes les parties pour lesquelles les enjeux de sécurité le permettent, sans que cet accès ne confère aucun droit de propriété à ce dernier et à charge pour l'Offreur d'être seul responsable de l'utilisation qu'il fera de ce(s) code(s) source(s), dans le respect des termes de la licence du logiciel libre accessible à l'adresse <https://github.com/pass-culture/pass-culture-main/blob/master/LICENSE> dont l'Offreur s'engage à prendre connaissance au préalable

Tout Offreur s'engage expressément à ne pas perturber le fonctionnement de l'Application et du Site, à ne pas interférer dans son fonctionnement, à ne pas contourner ni désactiver ni interagir de quelque manière que ce soit avec l'Application et le Site et leurs fonctionnalités sans y être expressément autorisé par l'Editeur, à ne pas accéder à l'Application ni le Site par tout moyen automatisé excepté dans le cas de moteurs de recherches publics.

Les Offreurs s'engagent expressément à ne porter en aucun cas atteinte aux droits de l'Editeur, et notamment à s'abstenir de tout acte de contrefaçon, de concurrence déloyale ou parasitaire de l'Application, du Site et de ses Contenus.

1. – A l'exception de ce qui est exposé au §I ci-dessus, aucune des dispositions des CGU ne peut être interprétée comme une cession, un transfert, une vente, une concession, une licence, un prêt, une location, une autorisation d'exploitation consentie directement ou indirectement par l'Éditeur au profit des Offreurs sur l'Application, le Site et les Contenus L'Application (qui inclut le « Pass culture pro »), le Site, les textes, images, contenus audio-visuels et autres contenus exploités par l'Editeur sur l'Application et le Site, les marques, les logos, la charte graphique, l'agencement, les informations, la présentation, les noms commerciaux, les logiciels, structures, infrastructures et bases de données et tout autre contenu figurant sur l'Application et le Site, sont des contenus protégés qui

sont la propriété exclusive de l'Editeur ou sont reproduits avec l'accord des titulaires de droits. Tout acte d'exploitation des éléments précités, notamment par reproduction et/ou représentation, est expressément interdit.

Les Utilisateurs et les Offreurs conservent les droits de propriété intellectuelle éventuellement attachés aux contenus (texte, image, publication, etc.) qu'ils mettent en ligne sur l'Application ou le Site. Tout Utilisateur et/ou Offreur mettant en ligne du contenu sur l'Application garantit expressément disposer de tous les droits et autorisations nécessaires et concède sur ce contenu à l'Editeur une licence non exclusive, transférable, sous-licenciable, gratuite et mondiale pour héberger, utiliser, distribuer, modifier, exécuter, copier, représenter publiquement ou afficher publiquement, traduire ces contenus, jusqu'à suppression desdits contenus.

Les Offreurs autorisent l'Editeur à reproduire et à représenter leur(s) marque(s) sur l'Application ainsi que pour des opérations de communication notamment sur les réseaux sociaux ou lors d'envoi de newsletters à titre gracieux, et ce jusqu'à la suppression du Compte et au-delà pendant une période d'un an.

III. – Tout acte contraire aux présentes CGU et notamment tout acte de reproduction et/ou de représentation des textes, images, contenus audio-visuels et d'une manière générale des Contenus exploités par l'Editeur sur l'Application et le Site sans l'autorisation préalable et expresse de l'Editeur, est interdit et pourra faire l'objet de poursuites judiciaires.

1. VALIDATION, ANNULATION OU MODIFICATION DE LA RÉSERVATION

L'Offreur s'engage à ce que chaque Offre soit conforme aux présentes CGU ainsi que, le cas échéant, aux conditions spécifiques qu'il a émises et dont il garantit que l'Utilisateur aura connaissance avant sa Réservation (descriptif du produit ou service, prix, conditions de retrait, application ou non du droit de rétractation, etc.). Ces conditions spécifiques devront être mentionnées par l'Offreur dans le descriptif de l'Offre. En cas de contradiction entre les présentes CGU et les conditions des Offreurs, les CGU prévaudront (sauf lorsque les CGU prévoient expressément une possibilité pour les Offreurs d'y déroger sur certains points spécifiques).

4.1 Dispositions applicables aux offres individuelles

4.1.1 Dispositions générales

Seuls les Utilisateurs-Bénéficiaires sont en mesure d'effectuer une réservation d'Offre sur l'Application en utilisant le crédit pendant le délai de mise à disposition de leur crédit commençant à courir à compter de la création de leur compte personnel sur l'Application.

Ce délai est de 24 mois pour les Utilisateurs-Bénéficiaires de 18 ans.

Les crédits alloués annuellement à l'Utilisateur-Bénéficiaire de 15 à 17 ans sont consommables jusqu'à la veille de son dix-huitième anniversaire. Les crédits non consommés à cette date ne peuvent faire l'objet d'aucun report.

Les Utilisateurs-Bénéficiaires dont le crédit est arrivé à expiration conservent le droit de réserver l'ensemble des Offres gratuites proposées.

Chaque Réservation effectuée via l'Application génère une contremarque (code alphanumérique unique à 6 caractères).

Un Offreur dont le compte a été validé sur l'Application a l'obligation d'accepter la contremarque pass Culture comme preuve de réservation.

Lors de la présentation d'une contremarque valide, l'Offreur a l'obligation de donner accès à l'Offre dans les conditions, notamment de prix, applicables lors de la Réservation de l'Offre, sous réserve pour l'Offreur d'avoir préalablement validé la contremarque, à l'exception de celle se rapportant à la Réservation d'un Evènement conformément à l'article 4.1.2.1 ci-dessous.

La validation de la contremarque prouve la réalisation du service proposé et engendre un remboursement à l'Offreur aux conditions prévues au paragraphe « 5. Modalités de remboursements » des présentes CGU.

A défaut de respecter les modalités de validation de la contremarque visées aux articles 4.1.2.1 et 4.1.3.1 des présentes, visées au présent article et par l'article 4.1.3.1 ci-dessous, l'Offreur ne sera pas remboursé.

Chaque Offreur pourra déterminer ses propres modalités d'accès à l'Offre une fois la contremarque générée ; si ces modalités entraînent des frais supplémentaires, ils sont à la charge de l'Offreur. A cet effet, l'Editeur peut être amené à transmettre à l'Offreur les données personnelles de l'Utilisateur de l'Application strictement nécessaires à l'accès à l'Offre : le nom, le prénom, l'adresse de courrier électronique et le numéro de téléphone de l'Utilisateur (cf. Charte de protection des données personnelles).

En cas d'Offre dont le bénéfice nécessite un retrait sur place, seul l'Utilisateur peut effectuer ce retrait à l'exclusion de tout tiers. Pour justifier de son identité, l'Offreur devra solliciter de l'Utilisateur Bénéficiaire la présentation d'une pièce d'identité originale (à l'exclusion de toute copie ou format numérique) en cours de validité et son code de validation au moment de retirer l'Offre réservée. Les Utilisateurs Bénéficiaires en situation de handicap peuvent mandater un tiers pour retirer les Offres réservées grâce à l'application pass Culture. Elles en informent au préalable la SAS pass Culture à l'adresse support@passculture.app.

En cas d'annulation ou de modification de la Réservation, l'Offreur s'engage à ne facturer aucun frais à l'Utilisateur-Bénéficiaire.

4.1.2 Dispositif relatif aux Evénements

4.1.2.1 Dispositions générales

Toute contremarque générée pour la Réservation d'un Evènement est transmise automatiquement à l'Offreur.

L'Offreur s'engage à vérifier la concordance de l'identité de l'Utilisateur avec celle associée à la contremarque avant de lui donner accès à l'Événement réservé, en demandant à l'Utilisateur de présenter sa contremarque et sa pièce d'identité originale (à l'exclusion de toute copie ou format numérique) en cours de validité.

L'Offreur peut valider la contremarque présentée par l'Utilisateur avant de lui donner accès à l'Événement, la validation de la contremarque étant automatique pour les Événements terminés depuis plus de 48 heures.

4.1.2.2 Dispositions relatives aux annulations d'Événements

L'Utilisateur peut annuler sa Réservation d'Événement dans les 48 heures qui suivent sa Réservation. La contremarque est alors réputée annulée et l'Offre est de nouveau disponible à la réservation sur l'Application pour les autres Utilisateurs. Une réservation ne peut être annulée par l'Utilisateur dans les 48 heures qui précèdent l'événement. Par exception au délai d'annulation prévu ci-dessus, l'Offreur peut définir une date limite de réservation lors de la création de l'Offre ; il constitue une condition particulière de l'Offre portée à la connaissance de l'Utilisateur avant la Réservation.

Lorsqu'un Offreur décide de modifier ou annuler un Événement ou une Réservation, celui-ci a l'obligation d'en informer directement, par tous moyens, les Utilisateurs ayant déjà réservé et l'Éditeur sous 48 heures, et de notifier ce changement sur l'Application. En cas de modification de la date, de l'horaire ou du lieu de l'événement, l'Utilisateur peut annuler sa commande jusqu'à 48 heures à compter de la transmission de l'information.

Si l'Offreur annule un Événement sans en informer l'Éditeur, il s'expose à des sanctions pouvant aller jusqu'à la suppression de son compte et des poursuites judiciaires.

4.1.2.3 Dispositif relatif aux cartes d'abonnement donnant accès à des événements

L'Utilisateur dispose de trente (30) jours après émission de la contremarque pour retirer la carte d'abonnement auprès de l'Offreur. Au-delà de cette période, l'Offreur n'est pas tenu de remettre la carte d'abonnement. Aucune contremarque n'est envoyée directement à l'Offreur.

Dans le cas d'une carte d'abonnement matérielle, c'est l'Utilisateur-Bénéficiaire qui présente sa contremarque au moment du retrait, selon les modalités choisies par l'Offreur.

4.1.3 Dispositif relatif aux biens culturels matériels

4.1.3.1 Dispositions générales

On entend par biens culturels matériels, tous les objets matériels disponibles via l'Application.

Aucune contremarque n'est envoyée directement à l'Offreur. C'est l'Utilisateur qui présente sa contremarque au moment du retrait du bien.

L'Offreur s'engage à vérifier la concordance de l'identité de l'Utilisateur avec celle associée à la contremarque avant de lui donner accès au bien culturel réservé, en demandant à l'Utilisateur de présenter sa contremarque et sa pièce d'identité originale (à l'exclusion de toute copie ou format numérique) en cours de validité au moment du retrait du bien.

L'Offreur s'engage également à valider la contremarque présentée par l'Utilisateur avant de lui donner accès au bien culturel réservé au moment du retrait du bien. Tout oubli ou erreur de validation du fait de l'Offreur ne pourra donner lieu au remboursement de l'Offre en cause.

L'Utilisateur dispose de trente (30) jours après émission de la contremarque pour retirer le bien culturel. Le retrait du bien culturel doit être effectué par l'Utilisateur dans un Lieu physique proposant des activités culturelles éligibles au sens de la réglementation applicable au pass Culture. Au-delà de cette période, la Réservation est annulée automatiquement et l'Utilisateur-Bénéficiaire est recredité de la somme débitée de son crédit pour l'Offre.

L'Offreur a le choix d'accepter ou refuser les échanges sur les biens culturels matériels acquis par l'Utilisateur-Bénéficiaire via l'Application. Il doit faire connaître à l'Utilisateur-Bénéficiaire si les biens culturels sont échangeables. Dans le cas où l'Offreur choisit d'accepter les échanges, il ne peut les accepter que pour des biens culturels matériels de même catégorie et sans remboursement possible d'une différence de prix éventuelle.

4.1.3.2 Dispositions spécifiques relatives aux bons d'achat pour des instruments de musique

Si l'Offre propose aux Utilisateurs-Bénéficiaires des bons d'achat en magasin, ceux-ci sont valables uniquement pour l'achat ou la location d'un seul instrument de musique à l'exclusion de tout autre bien. L'Offre doit impérativement comporter la catégorie de l'instrument de musique sur laquelle le bon d'achat s'applique.

4.1.3.3 Dispositions spécifiques relatives aux livres

L'Utilisateur dispose de dix (10) jours après émission de la contremarque pour retirer le livre. Le retrait doit être effectué par l'Utilisateur dans un lieu physique proposant des activités culturelles éligibles au sens de la réglementation applicable au pass Culture. Au-delà de cette période, la réservation est annulée automatiquement et l'Utilisateur-Bénéficiaire est recredité de la somme débitée de son Crédit pour l'Offre.

4.1.4 Dispositif relatif aux Offres numériques

On entend par Offre numérique, les contenus numériques fournis sur un support immatériel à l'exclusion des offres numériques proposées en direct.

Conformément à l'article L221-28 du Code de la consommation, le droit de rétractation de l'Utilisateur applicable aux contrats conclus à distance ou hors établissement, ne peut être exercé pour certaines Offres numériques. L'Offreur s'engage à en informer clairement l'Utilisateur avant la validation de la Réservation par l'Utilisateur et à respecter l'ensemble de la réglementation applicable à ce titre.

4.2 Dispositions applicables aux Offres collectives

4.2.1 Pré-réservation et Réservation d'une Offre Collective

La pré-réservation d'une Offre Collective sur l'interface pass Culture accessible depuis ADAGE permet à l'Utilisateur-Bénéficiaire porteur de projet culturel d'un établissement d'enseignement supérieur de poser une option temporaire de réservation sur une Offre collective.

L'Offreur est informé de la pré-réservation de l'Offre collective via son espace pro, et le cas échéant par mél.

L'Utilisateur-Bénéficiaire chef d'établissement ou directeur d'établissement a la possibilité de confirmer sa pré-réservation de l'Offre collective pendant un délai de 15 jours ou jusqu'à la date limite de réservation stipulée dans l'Offre le cas échéant. A défaut de confirmation dans ces délais, la pré-réservation de l'Offre collective est automatiquement annulée.

L'Offreur est informé de la confirmation de Réservation de l'Offre collective via son espace pro, et le cas échéant par mél.

4.2.2 Dispositions relatives aux annulations d'une Offre collective

Une réservation peut être annulée par l'Utilisateur-Bénéficiaire jusqu'à quinze jours avant l'Événement.

Lorsqu'un Offreur décide de modifier ou annuler un Événement ou une Réservation, celui-ci a l'obligation d'en informer directement, par tous moyens, l'Utilisateur-Bénéficiaire ayant déjà réservé et l'Editeur sous 48 heures, et de notifier ce changement sur l'Application. En cas de modification de la date, de l'horaire ou du lieu de l'événement, l'Utilisateur peut annuler sa commande jusqu'à 48 heures à compter de la transmission de l'information.

Si l'Offreur annule un Événement sans en informer l'Editeur, il s'expose à des sanctions pouvant aller jusqu'à la suppression de son compte et des poursuites judiciaires.

1. MODALITÉS DE REMBOURSEMENTS

5.1 Modalités de remboursement applicables aux Offres individuelles

Conformément à l'arrêté du 20 mai 2021 portant application du décret n° 2021-628 du 20 mai 2021 relatif au « pass Culture », à l'exception des Offres en ligne telles que définies par l'arrêté du 20 mai 2021 portant application du décret n° 2021-628 du 20 mai 2021 relatif au « pass Culture » et de la presse, seules les Offres dont la Réservation aura été validée par l'Editeur ouvrent droit à un remboursement total ou partiel de l'Offreur par l'Editeur. Par exception, pour les événements, le remboursement de l'Offreur ne pourra intervenir qu'après la réalisation effective de l'événement.

Ce remboursement s'effectue en fonction du barème suivant :

- Jusqu'à 20 000 € TTC par an, 100 % du tarif de l'Offre réservée ;
- De 20 000 € TTC à 40 000 € TTC par an, 95 % du tarif de l'Offre réservée ;

- De 40 000 € TTC à 150 000 € TTC par an, 92 % du tarif de l'Offre réservée, sauf pour les livres qui sont remboursés à 95 % du tarif ;
- Au-delà de 150 000 € TTC par an, 90 % du tarif de l'Offre réservée, sauf pour les livres qui sont remboursés à 95 % du tarif.

L'Offreur s'engage expressément à ne pas répercuter l'application de ce barème à l'Utilisateur-Bénéficiaire de quinze ans à dix-sept ans, et à l'Utilisateur-Bénéficiaire de 18 ans.

Les montants des seuils s'entendent en montant cumulés par année civile et par Etablissement.

Le remboursement est crédité par virement au compte de l'Etablissement sur la base de la validation des contremarques conformément aux modalités prévues aux articles 4.1.2.1 et 4.1.3.1 des présentes, ces contremarques ayant valeur de réalisation du service proposé.

Au regard de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), les remboursements s'entendent toutes taxes comprises (TTC). L'Offreur s'engage à s'acquitter de la TVA résultant de l'application de son régime fiscal et selon le taux applicable à ses Offres.

Il est considéré que la contribution offreur relative à l'application du barème constitue une réduction de prix, au sens de l'article 267 du code général des impôts, et qu'à ce titre, les offreurs pourront ainsi régulariser leur base imposable.

5.2 Modalités de remboursement applicables aux Offres collectives

La Réservation est éligible au remboursement dans les quarante-huit heures suivant la réalisation et la consommation de l'Évènement par l'Utilisateur-Bénéficiaire.

Ce remboursement s'effectue à concurrence de 100% du tarif de l'Offre collective réservée.

Au regard de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), les remboursements s'entendent toutes taxes comprises (TTC). L'Offreur s'engage à s'acquitter de la TVA résultant de l'application de son régime fiscal et selon le taux applicable à ses Offres.

5.3 Modalités de versement des remboursements des Offres individuelles et des Offres collectives

Pour bénéficier d'un remboursement, l'Offreur devra obligatoirement enregistrer ses coordonnées bancaires via la procédure indiquée, dans les deux mois suivants la mise en ligne d'une Offre. L'Editeur se réserve le droit de demander des informations complémentaires à l'Offreur avant d'accepter l'enregistrement de celles-ci. Seuls sont autorisés les comptes bancaires domiciliés en France ou dans l'un des Etats membres de l'Union européenne ou dans l'un des Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse.

Pour remplir les coordonnées bancaires, l'Offreur doit désigner un seul référent financier. Ce référent peut seul renseigner les coordonnées bancaires de l'Offreur mais également des Etablissements rattachés à l'Offreur.

Un seul compte bancaire peut être associé à un – Établissement (correspondant à un SIRET). Les comptes bancaires PCS ne sont pas acceptés.

1. OBLIGATIONS ET RESPONSABILITÉS DES PARTIES

6.1 Obligations et responsabilités de l'Offreur

Sans préjudice des autres obligations prévues aux présentes, l'Offreur s'engage à respecter les obligations qui suivent.

L'Offreur s'engage à respecter l'ensemble des lois et règlements en vigueur qui s'appliquent à lui et à son activité et à ne pas porter atteinte aux droits de tiers, aux bonnes mœurs ou à l'ordre public. Il est en outre seul responsable du bon accomplissement de toutes les formalités notamment administratives, fiscales et/ou sociales et de tous les paiements de cotisations, taxes ou impôts de toutes natures qui lui incombent le cas échéant en relation directe ou indirecte avec l'utilisation de l'Application.

L'Offreur reconnaît avoir pris connaissance des caractéristiques et contraintes, notamment techniques, des services proposés par l'Editeur.

L'Offreur s'engage à faire un usage strictement personnel de l'Application. Il s'interdit en conséquence de céder, concéder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre des présentes à un tiers, de quelque manière que ce soit.

L'Offreur a l'obligation d'informer l'Editeur, sous 30 jours, de tout changement de situation pendant la durée d'utilisation de l'Application : changement de coordonnées bancaires, de siège social, de données d'identification administrative, etc. et notifie à l'Éditeur toute opération non autorisée ou mal exécutée (versement erroné ou sur un mauvais compte bancaire par exemple) au plus tard 30 jours ouvrables après la réalisation de celle-ci.

L'Offreur s'engage à signaler à l'Editeur tout soupçon ou doute relatif à l'utilisation du crédit ou du produit ou service objet de l'Offre par un Utilisateur.

L'Offreur s'engage à fournir à l'Éditeur tous les documents, éléments, données et informations nécessaires à la bonne exécution de ses services proposés par l'Application et ADAGE, et à la justification du respect de ses obligations et des présentes CGU. A cette fin, l'Offreur s'engage à communiquer à l'Editeur tout élément utile dans les cinq (5) jours de la demande écrite adressée par l'Editeur.

L'Offreur s'interdit de proposer des prestations aux Utilisateurs, et aux personnes physiques représentant les établissements d'enseignement, par quelque moyen que ce soit autrement que par la publication d'Offres, et notamment par l'intermédiaire de l'adresse de courrier électronique proposée sur l'Application et/ou l'Application si l'Utilisateur n'a pas donné son consentement explicite à recevoir de telles prospections, ou si les personnes physiques représentant les établissements d'enseignement s'y sont opposées.

L'Offreur est seul responsable de son utilisation de l'Application et notamment des relations qu'il pourra nouer avec les Utilisateurs et des informations qu'il leur communiquera. Il lui appartient d'avoir la prudence et le discernement appropriés dans ces relations et communications.

L'Offreur s'engage à proposer des Offres réelles et disponibles pour lesquelles il fournira à l'Utilisateur la contrepartie convenue et décrite sur l'Application. L'Offreur est seul responsable de la disponibilité de ses Offres s'engage à supprimer sans délai sur l'Application toute Offre se rapportant à un Événement ou à un bien culturel matériel qui n'est pas ou plus disponible. A défaut, le montant de l'Offre réservée ne lui sera pas remboursé.

L'Offreur peut refuser l'entrée d'un Utilisateur à l'événement dans le cadre de ses propres Conditions générales applicables.

L'Offreur garantit à l'Éditeur qu'il dispose de tous les droits et autorisations nécessaires sur les contenus de toute nature (rédactionnels, graphiques, audio, audiovisuels ou autre) qu'il diffuse sur l'Application. Il s'engage à ce que ces contenus soient licites, n'enfreignent aucune disposition législative ou réglementaire et plus généralement, ne soient aucunement susceptibles de mettre en jeu la responsabilité civile ou pénale de l'Éditeur.

L'Offreur s'interdit de diffuser via l'Application et ADAGE, notamment et sans que cette liste soit exhaustive : des Offres présentant des risques d'atteinte à l'ordre public, des offres pénalement répréhensibles et de nature à mettre en cause la cohésion nationale, des Offres portant atteintes au respect des valeurs et principes, notamment de la dignité de la personne humaine, des Offres portant atteintes au droit des tiers et notamment aux droits de propriété intellectuelle.

L'Offreur reconnaît être seul responsable des Offres et de leur exécution et garantit l'Éditeur contre toute action, réclamation ou revendication quelle qu'elle soit d'un Utilisateur-Bénéficiaire en lien avec les Offres dont l'Offreur reste seul responsable.

6.2 Obligations et responsabilités de l'Éditeur

L'Éditeur ne pourra en aucun cas être tenu pour responsable de la disponibilité technique de sites internet ou d'applications mobiles exploités par des tiers auxquels l'Offreur accèderait par l'intermédiaire de l'Application.

L'Éditeur n'endosse aucune responsabilité au titre des contenus, publicités, produits et/ou services disponibles sur de tels sites tiers dont il est rappelé qu'ils sont régis par leurs propres conditions d'utilisation.

L'Éditeur n'est pas responsable des transactions intervenues entre l'Offreur et un Utilisateur et ne saurait en aucun cas être partie à quelques litiges éventuels que ce soit avec ces Utilisateurs en lien avec la Réservation d'un Offre et son exécution.

L'Offreur reconnaît et accepte par ailleurs que l'Éditeur pourra proposer à ses partenaires techniques l'intégration d'une API à ses services.

Dans l'hypothèse où la responsabilité de l'Editeur serait engagée, elle serait en tout état de cause limitée aux seuls dommages directs et, sauf faute lourde ou dolosive, au montant des remboursements réalisés au bénéfice de l'Offreur dans les douze (12) mois précédents le fait générateur.

1. DURÉE, RÉSILIATION ET SUSPENSION D'UN COMPTE PASS CULTURE PRO

7.1 La résiliation d'un compte sur l'Application peut être à tout moment demandée par l'Offreur en adressant une demande à l'adresse suivante : support-pro@passculture.app

La fermeture d'un compte prendra effet après examen des activités de l'Offreur enregistrées sur l'Application et après remboursement complet de toutes les réalisations du service proposé. Dans le cas où le compte de l'Offreur afficherait des Réservations en cours pour des dates ultérieures à la fermeture du compte, l'Offreur garantit l'accès des Utilisateurs à ces Réservations qui lui seront remboursées dans les conditions prévues à l'article 5.

7.2 (i) En cas de manquement réparable par l'Offreur à ses obligations l'Editeur en informera l'Offreur en sollicitant que les mesures correctives soient prises dans les meilleurs délais. L'Editeur se réserve le droit de suspendre le compte, les Offres disponibles sur l'Application et sur ADAGE ainsi que le remboursement des Réservations validées prévu à l'article 5 des présentes CGU jusqu'à ce que les mesures de correction soient prises. Si l'Offreur ne met pas en œuvre de telles mesures correctives, alors l'Editeur procédera à la fermeture du compte de l'Offreur et ne procédera pas au remboursement des Offres validées affectées par le manquement.

(ii) Tout manquement grave et/ou non réparable à ses obligations par l'Offreur, comme la fraude, la communication de fausses informations sur sa situation, la publication d'une Offre non éligible ou non conforme à la réglementation applicable ou aux objectifs de politiques publiques décrites à **l'article 1er du décret n° 2021-628 du 20 mai 2021 relatif au « pass Culture »** et à l'article 2 du décret n°2021-1453 du 6 novembre 2021 relatif à l'extension du "pass Culture" aux jeunes en âge d'être scolarisés au collège et au lycée pourra entraîner la fermeture du compte de l'Offreur, la suppression de toute affiliation d'un Etablissement ou d'une Structure, d'un Lieu ou d'une Offre, ou le non remboursement des Offres affectées par ce manquement, du seul fait de cette inexécution, 8 jours après réception d'une mise en demeure restée infructueuse.

(iii) En cas de suspicion de fraude ou d'activité anormale sur le compte de l'Offreur, l'Editeur suspendra immédiatement le compte et le remboursement des Réservations validées prévu à l'article 5 des présentes CGU, et en informera l'Offreur dans les plus brefs délais. L'Offreur s'engage à apporter tous les éléments nécessaires pour assister l'Editeur et notamment à fournir les informations utiles et les éléments justificatifs en sa possession dans les délais précisés par l'Editeur.

En cas de réponse incomplète de l'Offreur, l'Editeur sollicitera les compléments d'information nécessaires en accordant un nouveau délai à l'Offreur. Si la réponse de l'Offreur permet de démontrer l'absence de fraude ou d'activité illicite, le compte de l'Offreur sera rétabli par l'Editeur.

En cas d'absence de réponse de l'Offreur et d'activité anormale persistante sur son compte ou si les éléments établissent une fraude avérée imputable à l'Offreur, l'Editeur se réserve le droit de supprimer ledit compte après en avoir informé l'Offreur.

7.3 Toute suppression du compte de l'Offreur pour manquement à ses obligations, entraînera (i) l'annulation des Réservations non validées sur l'Application et le recrédit des Utilisateurs concernés, (ii) le non-versement par l'Editeur des remboursements pour les Réservations qui ont donné lieu à la réalisation du service proposé et (iii) l'obligation pour l'Offreur de reverser à l'Editeur les sommes indûment remboursées.

Après suppression, l'adresse de courrier électronique, le SIREN ou le SIRET respectivement associé au compte, à l'Etablissement, à la Structure ou au Lieu ne seront plus autorisés sur l'Application.

L'Editeur peut entreprendre une action en justice contre l'Utilisateur, comprenant une procédure en vue du remboursement de tous les coûts (dont, de manière non exhaustive, les coûts administratifs et les frais de justice raisonnables) ainsi que la réparation du préjudice, entraînés par le manquement.

1. STIPULATIONS GÉNÉRALES

8.1 Dans le cas où l'une des clauses des CGU serait déclarée nulle, non écrite, inopposable ou sans objet, en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les Parties conviennent de se concerter pour trouver une solution acceptable dans l'esprit des CGU. Toutes les autres stipulations conservent toute leur force et leur portée, à moins que l'objet même des CGU disparaisse de ce fait.

8.2 Le fait pour l'une des Parties de tolérer un manquement par l'autre Partie à l'une quelconque de ses obligations ne saurait être interprété pour l'avenir comme une renonciation à l'obligation en cause. Pour être effective, toute renonciation doit faire l'objet d'un avenant écrit.

8.3 L'Editeur dispose d'un droit d'audit sur tout document ou élément relatif à l'exécution des CGU ou en lien avec l'Application, les Offres et les Réservations. A ce titre, l'Offreur s'engage à communiquer à l'Editeur l'ensemble de ces éléments dans les trois jours de la demande de l'Editeur et à laisser l'Editeur ou tout auditeur désigné par ce dernier, l'accès à ses locaux dans lesquels il pourra se faire remettre tout élément en lien avec la vérification de la bonne exécution des CGU.

8.4 Sauf stipulation contraire des CGU, les fichiers, données, messages et registres informatisés conservés dans les systèmes informatiques des Parties seront admis comme preuve des communications intervenues entre les Parties, à condition que la Partie dont ils émanent puisse être identifiée et qu'ils soient établis et conservés dans des conditions de nature à en garantir l'intégrité.

1. LOI APPLICABLE ET LITIGE

Les présentes CGU sont soumises au droit français.

Tout litige ou contestation relatif ou en lien avec les présentes CGU qui n'aura pu être réglé à l'amiable entre les Parties sera soumis aux tribunaux compétents de Paris, y compris en cas de pluralité de défendeurs ou appel en garantie, même pour les procédures d'urgence, de référé ou les procédures conservatoires.



NOUS SUIVRE



PASS CULTURE

[Actualités](#)

[L'équipe](#)

[Nous rejoindre](#)

[FAQ](#) 

[Nous contacter](#)

[Communication](#)

[Service presse](#)

[Accéder à la plateforme pro](#) 

[Les partenaires du pass Culture](#)

[Le programme Ambassadeurs](#)

[S'informer près de chez soi](#)

[Accessibilité](#)

[Services Publics](#) 

INFORMATIONS LÉGALES

[Mentions légales & CGU site](#)

[CGU utilisateurs](#)

[CGU professionnels](#)

[Charte des données personnelles](#)

[Politique de cookies](#)

[Marchés publics](#)